

**LES ENJEUX DU DEVELOPPEMENT DURABLE**  
**DANS LA REGION MEDITERRANEENNE**

Conférence de Serge Antoine prononcée dans le cadre d'un colloque organisé à Villa Nova les 12 et 13 mars 1997 sur le thème de "la fragilité de l'écosystème méditerranéen" sous les auspices de l'Instituto di Studis Mediterranis.

\*  
\* \*

Le développement durable est maintenant un concept communément admis, même si sa traduction du mot anglo saxon de "sustainable development" est approximative. La plupart des pays utilisent l'adjectif de "sostenabile" à l'exception, dans le monde, de trois pays, méditerranéens d'ailleurs : l'Albanie, la Grèce, la France (et les pays de langue française -une quarantaine-) à l'exception aussi du Canada qui s'y réfère mais qui utilise aussi, volontiers le terme de "viable".

Ce concept qui a pris le relais de celui "d'écodéveloppement" (1) des années 72 aux temps de la Conférence de Stockholm a été diffusé à partir du rapport de la Commission mondiale présidée par Mme Gro Bruntland et surtout du Sommet planète terre de Rio en 1992 qui la bien popularisé dans ses conclusions rassemblées sous le titre "d'Agenda 21"

-----  
 (1) Utilisé par I. Sachs et par moi après une réunion en Suisse à Founex en 1971 avec des économistes du Nord et du Sud pour préparer la conférence de Stockholm sur l'environnement (1972)

Il a, depuis, fait son chemin un peu partout dans le monde. La Méditerranée n'est pas de reste et chacun des 21 pays riverains le décline à sa manière. Elle a, en tout cas, le privilège d'être la première région au monde à s'y référer au niveau régional, ceci grâce à l'initiative prise en 1994 par la Tunisie qui a accueilli une conférence (en novembre 1994) sur le thème de "Med21". Un programme d'actions possibles a été établi en reprenant chacun des quelque 40 chapitres (2) du programme de l'Agenda 21 mondial. Cette réunion a aussi soumis une proposition d'origine tunisienne : la création d'une "Commission méditerranéenne du développement durable". Constituée par 21 représentants des Etats et 15 représentants de la société civile (entreprises, associations, collectivités), réunie, pour la première fois, à Rabat en décembre 1996, elle est un cas unique au monde d'organisme de ce type à l'échelle régionale et l'une des rares commissions à faire autant de place et, à part entière, à la société civile.

Pour ceux qui ne seraient pas familiers avec le "développement durable" voici, non une définition mais, l'énoncé des composantes qui entrent ou doivent entrer dans ce concept.

Le développement durable, c'est porter attention aux générations à qui on confiera le patrimoine ; c'est donner, dans la durée (10,20,30,50 ans, voire davantage), une priorité à la gestion et au patrimoine au moins autant qu'aux équipements ; c'est ménager les ressources non renouvelables et donc recycler davantage, être économe des territoires et des espaces, être respectueux de l'environnement, encourager les emplois durables (entretien), les services de proximité, etc.; c'est éviter les ruptures d'équilibre par les risques majeurs (inondations, incendies, accidents technologiques), réduire la pauvreté, l'exclusion et la dégradation du cadre de vie, gérer les milieux fragiles, l'eau, l'air, les sols ; c'est encourager l'écocitoyenneté ; c'est être solidaire avec le monde.

Voici donc quelques unes des composantes du développement durable dont la caractéristique est de ne pas se décliner en les prenant les unes après les autres mais en les combinant et, mieux encore, en les reliant pour en faire un "système bouclé" (3).

-----  
 (2) en ajoutant quelques chapitres ; par exemple sur le tourisme et les transports : il s'appelle "Med 21".  
 (3) Il a été dit par Paul Valéry "le monde fini commence" ; on pourrait aujourd'hui dire "le monde bouclé commence".

Prenons un exemple : on considère souvent l'eau comme un chapitre, l'air, les sols, les forêts, etc...; or le développement durable conduit à considérer l'eau non pas seulement comme une ressource avec ses prélèvements ou ses restitutions mais aussi son utilisation en chaîne ; à se poser des questions : à quoi sert elle (par exemple aujourd'hui pour 70% à l'agriculture : et quelle agriculture ; dans beaucoup de pays méditerranéens pour produire des fruits ou légumes en concurrence aiguë : ainsi, 30% des fruits récoltés sont voués à la destruction ! Il faut donc examiner aussi cela et analyser ce que la commission méditerranéenne de développement durable a choisi d'étudier en priorité : la demande en eau et les prix. Il faut se poser la question : de l'eau pour quoi faire ?

De ce fait, dans mon exposé, je me garderai d'une vue analytique où défileraient l'eau, l'air, le sol, les forêts, l'industrie, les transports le tourisme etc...J'évoquerai seulement quelques grands enjeux, étant entendu qu'il faudra davantage les relier que je ne le fais dans un exposé obligatoirement didactique.

Voici les 10 grands enjeux que j'évoquerai avec vous :

- 1) les ressources marines
- 2) l'eau
- 3) la biodiversité
- 4) les climats
- 5) l'espace territorial
- 6) les sols, les forêts
- 7) les activités
- 8) les écarts de revenus
- 9) la gestion urbaine
- 10) les diversités.

Mais auparavant je dirai encore deux choses sur ce développement durable :

La première est qu'il ne signifie pas l'immobilisme ou la conservation de ce qui existe en le figeant. Même si la région méditerranéenne a un passé très fort et très riche, elle a évolué au cours des siècles au point que, par exemple, il y a quelque 15 à 18000 ans (en gros il y a 250 générations de 60 ans) l'adriatique se traversait pour les 2/3 de la surface à pied sec. L'important n'est pas l'impossible refus du changement et, par exemple, pour en rester sur le registre du risque, de voir, au cours du prochain siècle, le niveau de la mer monter d'un mètre voire davantage. L'important c'est que la collectivité méditerranéenne puisse maîtriser l'évolution et, si besoin, l'infléchisse ou en tienne compte.

Or, le changement est actuellement déjà très fort et, en particulier, pour la démographie. Forte d'à peine quelques millions d'habitants aux temps forts de l'antiquité, la population était de 200 millions en 1950, de 400 millions en 1994 ; elle sera de 450 millions en l'an 2000 et l'on prévoit 500 millions en 2025, et peut être plus de 600 en 2050, 700 millions peut être en l'an 2100, et, cela, même si l'une des rares courbes en déclin en ce moment dans tous les pays, est le taux de fécondité qui baisse partout.

C'est dire que notre destin est à la fois de faire face au futur et de le "réinventer", (4) et de vivre avec les conséquences du passé un peu en histerisis. La démographie qui sous-tend, dans le monde, toute la problématique du développement durable est la première chose à considérer. Or c'est un champ d'évolution lente.

**TAUX DE FECONDITE  
PERIODE 1970-75**

	<i>PERIODE 1970-1975</i>	<i>PERIODE 1980-1995</i>
<b>ALGERIE</b>	7,4	3,9
<b>EGYPTE</b>	6,2	5,8
<b>LIBYE</b>	7,6	6,4
<b>MAROC</b>	6,9	3,8
<b>TUNISIE</b>	6,2	3,2
<b>ALBANIE</b>	4,7	2,9
<b>ESPAGNE</b>	2,9	1,2
<b>FRANCE</b>	2,3	1,7
<b>GRECE</b>	2,3	1,4
<b>ITALIE</b>	2,0	1,6
<b>CROATIE</b>	2,0	1,7
<b>SLOVENIE</b>	2,5	1,9
<b>BOSNIE</b>	2,6	1,6
<b>HERZEGOVINE</b>		
<b>ISRAEL</b>	3,8	2,9
<b>SYRIE</b>	7,7	5,9
<b>LIBAN</b>	4,9	3,1
<b>TURQUIE</b>	5,0	3,4

Source "Ressources Mondiales" 1996-1997. Banque Mondiale, PNUE, PNUD et World Resources Institute. Trad. française Comité 21 et IDRC Economica.

-----  
(4) "la méditerranée 21" est un ouvrage collectif publié par la fondation Seydoux pour la Méditerranée en 1992cf.aussi "Méditerranée 21" : 21 pays et le développement durable par Serge Antoine 1996.

## 1 . LA MER ET LE MILIEU MARIN

Le premier des chapitres auquel on se réfère quand on pense à la région méditerranéenne est ce qui en constitue le coeur : la mer.

Cette mer que la "Calypso" du Commandant Cousteau a sillonnée depuis les années 50 est fragile plutôt que condamnée. Elle a évité, jusqu'ici, les grandes catastrophes mais son équilibre est menacé par :

- les navires qui la sillonnent : 15% des pétroliers du monde passent par là et certains continuent à ne pas la respecter et notamment à dégazer en mer. Les autres navires de passage ou de commerce ont une "population embarquée" de 100 000 habitants à chaque instant (ce qui est peu) : mais surtout il y a des risques notamment pour les marchandises chimiques dont le Centre créé à Malte par tous les pays riverains -le Rempec- (5) assure une certaine prévention.

- les rejets des rivières et du littoral -les pollutions "telluriques"- sont significatifs (le Rhône, le PO, le Nil, l'Ebre et des rivières moindres) et ont peu diminué. Quant aux rejets domestiques ou industriels des rivages, ils sont importants : ils ont un peu diminué dans le nord européen mais ils sont forts en Adriatique et dans l'ensemble. Plus de 60% des eaux rejetées ne sont pas traitées en Méditerranée, même avec épuration primaire. La situation est assez contrastée pour les eaux littorales entre différentes mers, qui n'ont jamais constitué un "écosystème" complet. Les auteurs anciens parlaient, à juste titre, de la mer de Bysance, de mer Catalane, de mer de Syrie, de mer Adriatique, de mer Barbaresque.

Enfin, on notera que les pollutions aériennes, portées par les vents du Nord, principalement, et, par les pluies expliquent plus de 50% des métaux lourds de la méditerranée. Le renouvellement des eaux, qui se fait dans la proportion de 41% par l'Atlantique, 15% par les fleuves, rivières et rejets directs, 31% par les précipitations est lent et ne les élimine pas.

La population littorale qui croît et le tourisme, principalement l'été, sont importants et expliquent aussi des atteintes directes à la biosphère ; on peut estimer qu'entre 1985 et 2025, ces populations auront doublé (6).

-----  
(5) mais il reste des passages dangereux : le golfe de Bonifacio, le Bosphore où il y a eu 400 accidents en 30 ans.

(6) d'environ 400 000 millions d'habitants à près d'un milliard, en y incluant les populations riveraines et le tourisme national et international.

Comment s'étonner que les zones de calme se réduisent et que, par exemple, les tortues Caretta ou que les phoques moines soient en danger d'extinction ?

Mais c'est sans doute, la pêche qui est l'exemple le plus caractéristique d'une gestion peu durable des ressources. La mer méditerranée qui n'est pas très riche en ressources halieutiques est en surpêche et ses 800 000 tonnes pêchées se font au détriment du renouvellement du stock.

La production vendue pour une part à l'étranger (le Japon) ou prélevée directement par des chalutiers internationaux, ne suffit plus à satisfaire une demande actuelle de 4 millions de tonnes annuelles, qui tend à devenir, avec la croissance de la population, 5 ou 6 millions de tonnes. Les atteintes aux rivages les plus intéressants pour l'aquaculture et l'absence de dynamisme de cette activité font que cette dernière est encore très réduite : elle pourrait être une réponse si les précautions environnementales étaient suffisantes (7).

Dans l'ensemble, les pays riverains de la méditerranée ne sauraient se satisfaire de voir que la Baltique et la mer du Nord sont plus malades qu'elle : ils gagneraient, dans leur intérêt, à être de meilleurs gestionnaires à s'imposer des disciplines ou à les voir prises par l'organisme dépendant de la FAO, qui est chargé de la pêche : le CGPM (8) et qui, sans doute n'est pas assez épaulé par les autorités politiques des pays (9).

## 2 . L'EAU

L'eau est incontestablement l'un des défis majeurs pour l'avenir de la région méditerranéenne et, du fait de l'extrême diversité de sa répartition, critique pour certains pays. La Banque Mondiale dit souvent que dans un quart de siècle sept ou huit pays riverains utiliseront de l'eau en prélevant sur les stocks. Aujourd'hui, quelques pays en sont déjà là : Malte, la Libye, Israël, notamment : d'autres -l'ex Yougoslavie- sont des châteaux d'eau et la France est en mesure d'apporter par pipe-line des surplus à la Catalogne.

-----  
(7) l'aquaculture est pour 69 % italienne, 12 % espagnole, 10 % française, 4 % égyptienne, 2 % grecque et 3 % autres.

(8) le Conseil Général des pêches en méditerranée, organisme de concertation qui dépend de la FAO.

(9) sur ce chapitre, voir "pêche et aquaculture en méditerranée" fascicule du Plan Bleu, dirigé par Daniel Charbonnier, Edition Economica 1990.

Partout, en tout cas, la première attention doit être apportée au ménagement de la ressource, par une protection de la qualité (éviter les contaminations par l'azote ou par les phosphates des engrais ou par les rejets dans la nappe) par le recyclage des eaux usées (Israël est exemplaire à cet égard) et par une utilisation plus raisonnée ; en particulier pour l'irrigation agricole qui constitue encore, pour certains pays, l'essentiel de l'usage de l'eau : si le pourcentage n'est que 15 %, pour la France il est, en moyenne, de 70 %, ;de 60 % environ pour l'Espagne ou l'Italie, de 88 % pour l'Égypte, et de 91 % pour le Maroc.

Vous voyez, une fois de plus, que les situations sont contrastées : s'occuper de la méditerranée veut dire être très attentifs aux diversités.

L'attention portée à l'eau veut dire faire attention aux pertes des réseaux urbains (entre 15 et 35 % bien souvent) à la consommation des ménages (donc, par exemple, fixer des prix adéquats en ménageant les très faibles consommations des populations à très bas revenus) ou au gaspillage des eaux d'irrigation agricole. Cela veut dire aussi examiner les consommations liées au tourisme (recycler l'eau des golfs).

Cela veut dire aussi : développer des politiques d'éducation autant que de technologie (l'irrigation au goutte à goutte), de recyclage (on l'a déjà dit). La fixation des prix pour la demande en eau, quant à elle, est un sujet qui a été choisi en tête pour les travaux de la Commission Méditerranéenne du développement durable.

Une stratégie de développement durable pour l'eau dans la région, c'est donc non seulement considérer l'eau comme une ressource par elle-même mais l'inclure dans une stratégie plus vaste de l'utilisation de l'eau. De l'eau, oui mais pour quoi faire ? Il faut par exemple éviter de s'obliger à prévoir 400 litres d'eau par jour pour un touriste (ce qui était souvent le cas, il n'y a pas si longtemps encore en Tunisie, par exemple).

Il faut surtout bien étudier le problème de l'irrigation agricole. La croissance de plus de 40 millions d'hectares de terres nouvelles irriguées, nécessitant plus de 100 milliards de m<sup>3</sup> d'eau supplémentaire est-elle un bien si -on l'a dit plus haut- comme c'est le cas en Europe méditerranéenne, la consommation n'amène pas à absorber les fruits, par exemple dont plus de 30 % sont détruits à chaque récolte ?

Le développement durable appelle des stratégies des stratégies de "bouclage" et l'étude des systèmes et non pas de découper les sujets par éléments.

6

Cela signifie aussi mettre les choses en "prospective" et engager des études à moyen et à long terme, qui font apparaître les tensions : par exemple, l'augmentation, dans un quart de siècle, des consommations de l'eau en ville et la diminution des marges de liberté dont chaque pays

↑  
peut profiter. Cette marge de liberté s'amenuise, en effet, d'année en année : au Proche-Orient par exemple, la Banque Mondiale estime que le volume d'eau disponible par habitant est passé entre 1962 et 1995 de 3300 à 1250 m<sup>3</sup> (10).

### 3. LA BIODIVERSITE

La Méditerranée (mer, zones côtières et arrière-pays) est une région fragile et l'une de celles au monde qui sont intéressantes pour sa biosphère : la Conservation Foundation vient de le confirmer en dressant la liste des 7 points chauds du globe à cet égard et, cela, même si les espèces endémiques ne constituent qu'une part, souvent réduite, de l'échantillon des espèces. On estime à environ un quart la part des espèces marines et, même à moins, les espèces de poissons d'origine spécifiquement méditerranéenne. La Méditerranée est un carrefour et les espèces en végétation ou en éléments cultivés expriment l'extraordinaire brassage des sociétés et des civilisations. Le cyprès n'est pas méditerranéen et l'essentiel des aliments provient (de la tomate aux poivrons ou aux oranges) d'apports historiques d'autres régions du monde.

Mais, quoiqu'il en soit des mélanges, les menaces existent du fait d'activités humaines prédatrices qui ont déjà éliminé le lion ou l'éléphant et bien d'autres espèces : la surpêche, on l'a dit, a des effets désastreux : le corail a presque disparu et le phoque-moine n'est plus présent (depuis moins de 30 ans) de la Méditerranée occidentale. La tortue est menacée et le centre de Tunis sur les espèces protégées qui, depuis la révision en 1996 des accords de Barcelone va devoir élargir à la biodiversité son champ de compétence, a du travail devant lui pour faire comprendre que la situation est sérieuse et qu'il faut non seulement s'attacher aux causes physiques, comme les pollutions ou la surfréquentation touristique, à la régulation et à l'arbitrage entre les activités humaines mais aussi aux habitudes sociétales. En Tunisie, par exemple, le professeur Kallal a beaucoup étudié les modes de consommation alimentaire et dénoncé la tendance à s'orienter vers des modèles occidentaux tout faits ne répondant pas aux cultures locales.

-----  
(10) sur ces questions de l'eau douce, voir "l'eau dans le bassin méditerranéen", fascicule du Plan Bleu, dirigé par Jean Margat, Edition Economica 1992.

Il serait utile que tous les pays (car 5 ou 6 sont bien souvent récalcitrants) signent les accords internationaux de protection de la biosphère, mais surtout s'engagent dans des expériences volontaires dont le programme MAB -Homme et atmosphère- est un modèle.

Ménager aussi des espaces définis avec soin comme "espaces protégés"(à condition de ne pas se contenter de l'étiquette ) est aussi une voie possible dans une région du monde où, en 1970, ces espaces étaient moins de 1%. Réserves, parcs nationaux, réserves de biosphère, parcs régionaux, littoraux protégés par les conservatoires du littoral constituent autant de modalités pour aller vers une protection plus attentive. Aujourd'hui pour les régions littorales, en moyenne, l'espace dit "protégé" n'atteint pas les 3% du territoire; on est loin des tendances que l'on constate dans les pays européens, 10 % en France, mais 18 à 20% en Angleterre et 28 à 30% en Allemagne.

Deux types d'espaces paraissent devoir retenir l'attention en priorité ; d'abord quelques espaces marins où, même avec le droit maritime international, on peut promouvoir des zones de protection intégrale ou relative : c'est ce que l'on voudrait faire pour les dauphins dans une zone franco-italienne au sud de Nice-Gênes entre la Corse et la Sardaigne. Et aussi et surtout les zones humides et les deltas dont il faut tout faire pour qu'ils ne subissent pas le sort du marais poitevin en France où, en 30 ans, du fait des pressions agricoles, 30 % des zones humides ont disparu (11).

#### **4. LES CLIMATS**

Le développement durable en Méditerranée se situe dans un contexte climatologique très différencié même s'il fait partie d'un ensemble caractérisé par ce que l'on appelle un "climat méditerranéen tempéré". C'est l'un des atouts de cette région pour le tourisme. Mais les activités humaines peuvent, dans le temps, modifier des constantes millénaires.

-----  
(11) Sur ces questions de biodiversité voir "la conservation des écosystèmes méditerranéens", fascicule du Plan Bleu dirigé par M. François Ramade Ed Economica 1990 (cet ouvrage épuisé est en cours de réactualisation et l'édition est prévue en 1997).

Au plan d'abord des micro-climats, les villes, avec leur circulation automobile principalement, provoquent, lorsque le vent est nul et l'inversion, la règle, des situations dangereuses : c'est le cas d'Athènes, de Beyrouth aussi, s'il disposait d'instruments de mesure pour chiffrer sa fièvre, d'Ankara, en partie guéri depuis l'arrêt du chauffage au charbon,



d'Istanbul, de Marseille, de Rome, Turin et Milan aussi et, certains jours, de Barcelone. L'affiliation des villes méditerranéennes au réseau de "Healthy cities" est certainement une voie utile ainsi que l'échange d'expériences aussi concernant la maîtrise du trafic automobile.

Au plan plus général de la Méditerranée, certains s'inquiètent déjà de l'effet de serre et de sa conséquence sur l'élévation du niveau de la mer pour laquelle on parle déjà d'un ou de deux mètres pour le prochain siècle et de modifications régionales des climats. Soyons circonspects sur ce dernier point car les modèles régionaux sur la dynamique des climats sont encore incertains pour les 10 ou 20 prochaines années. Mais l'élévation du niveau des mers (qui ne serait pas une première car elle a existé depuis 15000 ans au moins), est une éventualité à prendre sérieusement en compte. Elle mérite, en tout cas, une attitude plus nette quant à la consommation énergétique qui, si elle peut se plafonner dans les pays de la rive nord, sera inexorablement en développement dans les pays de la rive sud par un coefficient de l'ordre de 3 ou 4 dans les 30 ans à venir du fait du rattrapage et, surtout, de la croissance de la population. La "croissance zéro" du CO est possible au Nord, impossible au Sud ; reste à la minimiser. Chiffré en millions de francs, l'observatoire méditerranéen de l'énergie parle d'une production de monoxyde de carbone passant de 90 millions de tonnes aujourd'hui, à 220 si on joue le tout gaz, 500 si le scénario est tout charbon et 170 si on joue l'économie maximum avec un recours au gaz naturel et aux énergies renouvelables. Mais on n'en prend pas beaucoup le chemin.

L'enjeu est sérieux à long terme pour les zones littorales basses, les zones humides en particulier, et les deltas qui pourraient être touchées par la salinisation des terres. On pense au delta du Nil où 20 millions de personnes sont concernées, à la Camargue, à certaines îles comme les Kerkennah ou, encore, à un patrimoine mondial exceptionnel : Venise (12).



-----  
(12) cf article de Serge Antoine "Energy, climate et environnement in the Mediterranean Basin" in Ekistics N° 348 et 349 mai-juin juillet août 1991, P. 121 à 134.

## 5. L'ESPACE TERRITORIAL

L'espace méditerranéen, quelquefois naturel, souvent paysagé par les hommes, est une grande ressource : un patrimoine pour l'économie, pour le cadre de vie, pour le plaisir des yeux. Mais ce capital est limité : le littoral est estimé à 46000 km de côtes (dont 17000 pour la Grèce et ses îles). Les côtes "naturelles", pour ne pas dire "sauvages" sont rares et les plages de ponte des tortues ne se trouvent plus à l'abri des touristes qu'en Grèce en Turquie, en Lybie. La télédétection dont les premières images fiables datent de 25 ou 30 ans, permet de mesurer ce qui se passe en simplement moins d'un quart de siècle. L'urbanisation de la région d'Istanbul, coté Europe et coté Asie est frappante : en 20 ans le territoire occupé a plus que triplé; Autre exemple : la côte égyptienne, d'Alexandrie à la Cyrénaïque, est peuplée de maisons souvent secondaires. L'idée du "tiers sauvage" est maintenant un souvenir au Liban, à Monaco, bien sûr, mais aussi sur la Côte d'Azur française où moins de 2% du littoral n'est pas artificiel. Dans l'ensemble, 15 000 km de côtes sont urbanisées ou "mitées" et l'on estime que 3 à 4000 km de plus entreront dans cette catégorie d'ici 2030.

La plus sérieuse menace concerne les zones humides et les deltas dont, en France par exemple, sur la côte atlantique, un tiers a disparu. La Camargue est fragile comme l'est l'estuaire de Bizerte avec le lac Ichkeul. Les zones marines propres à l'aquaculture se font de plus en plus rares.

Les politiques de protection sont largement insuffisantes pour contrecarrer le mouvement : quelques trop rares réserves marines ou littorales et des politiques de rachat public par des "conservatoires du littoral" (le plus ancien en France date de 20 ans et a permis de racheter 11% du littoral méditerranéen pour le protéger ; le plus jeune est celui de la Tunisie qui a moins de 2 ans) ; voilà quelques unes des actions qu'il faut prendre. L'enjeu est ici celui d'une utilisation équilibrée de l'espace, l'encouragement aux formes "d'écotourisme" les moins voraces en espaces, la protection absolue de quelques espaces naturels témoins.

Mais il faut aussi se préoccuper des espaces situés en arrière du littoral et, notamment, des plaines littorales qui, en Méditerranée, sont peu étendues, la montagne ou le désert étant souvent proches de la mer. Ces espaces, agricoles pour la plupart, sont le lieu de concurrence de nombreuses activités surtout en périphérie des villes et les outils de maîtrise de l'urbanisation sont, la plupart du temps, largement insuffisants pour éviter l'anarchie, plus encore que la poussée urbaine et la friche.

Le gaspillage de la ressource "espace", qui est un bien rare et précieux pour les prochaines générations, est un véritable enjeu, ici, du développement durable.

## **6. LES SOLS, LES FORETS**

Le sol est, partout, une ressource ; en Méditerranée les bilans périodiques font apparaître des menaces plus fortes qu'on y pense. Elles sont parfois très visibles. Ainsi, en bordure de mer, les prélèvements de matériaux ont fait disparaître au Liban en guerre, le sable et c'est là sans doute l'une des déperditions les plus visibles. Bien moins connues sont les atteintes des nappes phréatiques, l'empiétement sur les terres végétales par l'urbanisation (au Caire par exemple sur les terres fertiles du delta) ou la salinisation des zones littorales du niveau de la mer, ou encore la désertification de régions entières en Algérie, au Maroc, en Tunisie ou en Espagne.

Il est d'autres déperditions plus naturelles parfois attisées par des pratiques culturelles : elles s'apparentent à la désertification dont l'Afrique noire, à laquelle on pense alors, n'a pas le privilège. Au Mahgreb, en Espagne avec notamment les zones arides (ou "dehesas"), les terres menacées par l'érosion sont une réalité ; sur les 65 millions d'hectares des territoires menacés, dans les régions littorales au sens large, l'Espagne en compte 13 millions. On compte que, sur l'ensemble du bassin, la perte de sédiments productifs est de l'ordre de 300 millions de tonnes par an. Le tiers des terres cultivées présente des risques.

Les surfaces en cause représentent des parts variables selon les pays : moins de 50% en France, en Albanie, en Turquie, en Ex-Yougoslavie et davantage dans les autres pays.

Les relations entre déforestation et désertification sont évidentes et c'est pourquoi aussi une attention plus grande doit être portée aux forêts menacées par les prélèvements, pour bois de feu notamment, ou par les incendies (l'Espagne, là aussi, a le record) ou le mauvais entretien.

Selon certaines estimations un quart des forêts méditerranéennes actuelles aura disparu dans une génération. Cette déforestation n'est pas nouvelle quand on pense que la Grèce antique était au trois-quarts forestière et que Sophocle déjà se plaignait des atteintes destructrices...

L'enjeu du développement durable est donc, pour une part, dans cette région du monde, lié à un champ de préoccupations qui n'entre pas, semble-t-il, bien souvent, dans les préoccupations visibles auxquelles s'attachent

les autorités et les décideurs politiques. C'est bien dommage pour les sols, l'eau et le tourisme (13).

### 7. LES ACTIVITES HUMAINES

Le développement durable ne comporte pas seulement un regard sur l'environnement. Il convient de passer en revue l'ensemble des activités -agriculture, industrie, commerce et services - transports et tourisme - pour mesurer leur avenir à moyen et à long terme, leurs effets sur les prélèvements de ressources, les pollutions les déchets mais aussi les emplois et leur équilibre.

Il est difficile de le faire pour l'ensemble du bassin méditerranéen tant sont grandes les différences de pays à pays. Par exemple, le pourcentage de population active dans l'agriculture est de 5% en France, de l'ordre de 25% en Algérie, en Grèce ou en Turquie et de plus encore pour le Maroc. La part de l'agriculture dans le PIB est de l'ordre de 4% en France, de 38% en Syrie! Et que dire de la part des produits agricoles dans les dépenses des ménages : 15% en France, 40% en Turquie par exemple.

Les relations entre l'agriculture et l'environnement ne sont pas évidentes : certes, elle protège les paysages et, si les intrants chimiques sont modérés, les sols ; mais elle est forte consommatrice d'eau et en périphérie des villes défend mal son territoire contre la spéculation. D'autre part, elle n'arrive pas, dans l'ensemble, à satisfaire à la demande et en tout cas, aux besoins ; mais la compétition euroméditerranéenne est sévère. Le dossier agricole, même si sa part se réduit, est en tout cas un enjeu fondamental, notamment dans les plaines littorales qui sont souvent étroites et en compétition avec l'urbanisation.

Les activités industrielles ne sont pas la caractéristique de la région méditerranéenne, mais sans aller jusqu'aux démesures d'il y a 2 décennies en Algérie par exemple, elles constituent un élément appréciable pour l'indépendance et l'identité de chaque pays. Mais leurs avens dans le long terme sont tributaires à la fois de ressources, trop rares ici, et de leur comportement face aux nuisances et pollutions surtout si elles doivent trouver leur place dans les zones littorales proches de la mer, entrant alors en compétition avec le tourisme : 80% des activités industrielles lourdes s'y concentrent actuellement.

-----  
(13) cf : "les forêts méditerranéennes", fascicule du plan bleu dirigé par Henri Marchand ed. Economica 1990.

16

L'avenir des transports maritimes revendra-t'il à des formes de cabotage qui ont caractérisé les échanges du bassin méditerranéen ? Le transport routier lourd se développe, lui, malgré un réseau routier qui trouve mal sa place dans la topographie et dont les seuils (Gibraltar, la Sicile et la Tunisie) constituent des ruptures de charge : le ferroutage et le transport combiné mer-terre sont des solutions partielles. Les transports aériens constituent le vecteur le plus lié au tourisme et l'on peut en juger par les quelque 12 millions de touristes transportés, pour l'essentiel par avion, chaque année aux Baléares et la contemplation du nouvel aéroport de Palma est un signe d'une expansion qui se limitera peut-être cependant avec l'encombrement de l'espace aérien.

Dans l'ensemble ce sont les relations avec l'emploi qui sont peut-être les plus importantes à étudier pour une région où au Nord actuellement le niveau de chômage est en moyenne de 15% et dépasse les 20% en Espagne par exemple. Or, avec la croissance démographique dans le Sud au cours des 30 dernières années d'ici l'an 2025 c'est plus de 100 millions d'emplois qui devront être trouvés (contre une dizaine dans le Nord). Ce qui veut dire, si l'on parle de développement durable en dehors des emplois de proximité pour les services et sans doute les industries locales, et sans expansion agricole, qu'au moins un tiers des activités devra se situer dans leur créneau de compétition mondiale et mériter sa place. Quelle attention sera portée à cette préoccupation par les responsables du projet de zone de libre échange euroméditerranéenne qui, à l'heure actuelle, exclut le volet agricole et n'aborde pas la question des migrations ? Quelle part sera donnée à une véritable politique de "capacity building" épaulant chacun des devenirs nationaux et sub régionaux en collant bien aux caractéristiques différentes de chaque pays.

La réponse aux questions de l'emploi conditionne largement (et plus qu'on ne pense) l'équilibre de l'environnement : elle passe, dans chaque pays, par une active politique d'aménagement du territoire. Une vie sociale sans ruptures est certainement un atout pour le développement durable. Elle passe aussi par un grand effort d'éducation dans et au-delà du milieu scolaire. La pédagogie du développement durable en est l'un des éléments.

Le rattrapage du Nord par le Sud est à examiner aussi avec attention. Nous en reparlerons plus loin à propos des niveaux de vie(14).

## 8. FRACTURE DES NIVEAUX DE VIE

Il n'est pas nécessaire, au niveau de l'ensemble du bassin méditerranéen, de promouvoir, entre les pays, une stricte égalité dans ce que l'on appelle les "niveaux de vie" et que l'on mesure par un instrument bien peu adéquat et même culturellement inadapté : le produit national brut par habitant. Si l'on en reste à cet instrument de mesure, force est de constater de grandes différences.

En 1993 par exemple, on mesure :

pour la France	22 490	\$ / tête
pour l'Italie	19 840	
pour l'Espagne	13 590	

et pour les pays du Sud et de l'Est (sauf Israël, cas à part avec 13 920 \$)

pour la Grèce	7 390
pour la Turquie	2 970
pour l'Algérie	1 780
pour la Tunisie	1 720
pour le Maroc	1 040
pour l'Egypte	660.

Malheureusement, on ne dispose pas de données régionalisées permettant de constater que certaines fractions de territoires ont, par rapport à ces chiffres, des écarts qui vont de 1 à 2 et aucune donnée sérieuse ne mesure les îlots de pauvreté dans un même pays. De plus, et comme on l'a dit d'entrée, le niveau de vie ne permet pas d'apprécier les réelles conditions de vie tenant compte de comportements et de références culturelles très différentes.

Mais il va de soi que les objectifs du développement durable sont de rapprocher les écarts les plus évidents d'éviter les fractures et de donner à chaque pays, à chaque région, à chaque communauté et à chaque homme et femme les mêmes chances d'avenir.

-----  
 (14) Cf "Tourisme et environnement", fascicule du Plan Bleu dirigé par Robert Lanquar, ed. Economica 1995 ; "Industrie et environnement en Méditerranée", fascicule du Plan Bleu dirigé par Jacques Giri, ed. Economica 1991 ; "Transports et environnement en Méditerranée", fascicule du Plan Bleu dirigé par Christian Reynaud ed. Economica.

L'examen de l'évolution comparée, au moins au niveau des pays, est une des étapes certaines pour la compréhension des tendances générales de cette région du monde.

Entre 1970 et 1985, la croissance annuelle du PNB des pays de la rive Nord a été de 2,8% en moyenne et de 7,2% pour ceux de la rive Sud (mais il faut rappeler que 2,8% de celle-ci doit "nourrir" la croissance de la population. Le solde net est en tout cas nettement positif pour cette période.

Entre 1983 et 1993 l'analyse n'est plus la même puisque, pour les pays de la rive Nord, elle était de 2,4% (Espagne 3,4 - Italie 2,3 - France 2,2 - Grèce 1,8) et de 3,2% pour le Sud (Turquie 4,2 - Egypte 4 - Tunisie 3,7 - Maroc 3,3 - avec des chiffres moindres pour l'Algérie (0,8) pour le Liban qui n'est sorti de 17 ans de guerre que vers 1992 et des pays de l'Adriatique (conflits de l'ex Yougoslavie).

Il faudrait des indicateurs plus fins pour apprécier réellement les évolutions qui ne sont pas toutes noires ou roses. On notera par exemple qu'en dix ans les niveaux de vie alimentaires mesurés en calories consommées par jour et par habitant sont passés de :

- 2 822 à 3 359 en Espagne
- 2 400 à 3 342 en Egypte
- 2 201 à 2 994 en Tunisie
- 2 659 à 3 229 en Turquie.

Pour l'avenir, tout dépendra -disent les travaux du Plan Bleu- du chemin parcouru dans tel ou tel scénario tendanciel ou alternatif. Du fait de la forte croissance démographique au sud, la réduction des écarts risque d'être faible ; elle sera, en tout cas, différente selon le type des biens de consommation. Le chemin sera long et dures seront les étapes de mise en place d'un développement durable sans transposition ni référence au moindre stéréotype de style de vie dit "occidental".

**9. L'URBANISATION ET LA GESTION DES VILLES**

L'avenir des villes méditerranéennes est sûrement l'un des grands champs d'incertitude du développement durable. Ce qui caractérisait avant tout la Méditerranée depuis l'Antiquité était l'équilibre de villes, en général moyennes (seul Constantinople, Rome et Carthage dépassaient 100 000 habitants) et la qualité de ce que recouvrait -esclavage mis à part- le mot de "cité". Les aménités, l'inscription dans le site, les proportions étaient bonnes et l'on reconnaît partout l'apport de

17

L'urbanisme ancien dont le témoin le plus célèbre était Hippodamus de Millet. Les échanges entre villes étaient essentiels et le réseau méditerranéen de villes est aujourd'hui considéré (voir le géographe Jean Gottmann) comme à l'origine des "réseaux urbains".

Aujourd'hui, les villes éclatent sous la poussée des migrations d'abord rurales et de l'explosion démographique : les taux d'urbains qui, pour certains pays, sont encore inférieurs à 50% passeront, qu'on le veuille ou non, à 70%, puis 80% en moyenne. Les rythmes de croissance sont encore plus impressionnants au Sud où la croissance urbaine est de l'ordre de cinq fois plus rapide que celle des pays de la rive Nord entre 1800 et 1900, à l'époque de la montée de la misère dans les villes. La progression de l'urbanisation qui a pris au Nord plus d'un siècle à se faire (avec une maîtrise d'ailleurs discutable) sera réalisée dans le Sud en un quart de siècle!

Selon les scénarios du Plan Bleu entre 1985 et 2025 (soit 40 ans) les urbains du Nord passeraient de 125 à environ 150 millions (+25 millions), ceux du Sud de 75 à 240 millions (+165 millions). L'essentiel de la croissance se fait dans les très grandes villes ou les mégapoles, où la maîtrise de l'urbanisation est difficile (75% des constructions d'Istanbul se font, dit-on, sans permis de construire). Aucune politique d'aménagement du territoire n'arrive à peser sur la seule marge de liberté dont elle dispose : orienter plutôt la croissance vers les villes moyennes ou vers les villes "nouvelles".

L'urbanisme indispensable pour les pays de forte croissance urbaine a pour objectif principal l'anticipation (ce qui fait partie du développement durable) l'ordonnancement et la maîtrise des terrains. Mais il doit aujourd'hui davantage intégrer tous les éléments du développement durable ; par exemple le ménagement des ressources et de l'espace lorsque les terres périphériques ont une valeur incontestable ; par exemple le recyclage des espaces par réhabilitation des friches et des centres urbains, par exemple la réduction des pollutions.

Et par dessus tout une attention plus grande doit être donnée à la gestion urbaine qui est, aujourd'hui, une clef importante pour l'économie des moyens et qui est relativement déficiente dans la plupart des villes méditerranéennes. Les échanges d'expériences entre villes constituent un bon moyen pour progresser ; ils sont encore insuffisants, même si, depuis quelques années, existe un système de coopération autour de Medcités.

La stratégie économique des villes est aussi un volet important pour la réussite des villes où vivront plus de 80% des habitants ; elle conditionne

assez largement les réussites ou les difficultés sociales des agglomérations qui connaissent le problème des quartiers en difficulté.

## 10. UNITE ET DIVERSITES DE LA MEDITERRANEE

Les deux dimensions qui font, ensemble, et de façon non contradictoire, la Méditerranée sont la diversité et l'unité (que l'on pourrait décliner en forme de solidarité).

Le développement durable renforce l'attention portée à la diversité parce qu'il est, dans son essence, de bien "coller" à la réalité géographique sociale et économique et qu'il n'y a pas de modèle "passe partout" du développement durable. Cela veut dire mieux connaître ou réapprendre les différences et les identités et mieux leur apprendre à s'exprimer lorsqu'elles font partie de la culture vécue.

Ces différences sont d'abord celles, très fortes, des réalités physiques, celles de la géographie que ne saurait éclipser le raccourcissement actuel des distances ; il est vrai que les liaisons aériennes, le câble et le satellite les rétrécissent : quatre heures d'avion au lieu des quatre jours des navires à vapeur qui reliaient l'Est et l'Ouest, après les quatre à huit semaines de voile, autrefois. Certains vont même jusqu'à dire que la contraction s'est faite au point de définir la région comme un seul "écosystème". C'est un abus de langage et de concept. Le bassin méditerranéen est fait de bien plus d'écosystèmes qu'il n'y paraît.

Des différences majeures existent dans la géographie : ainsi l'eau est une forte ligne de démarcation entre 10 pays (Nord et Balkans) et 10 autres (Espagne et rive Sud) ; il y a pour l'eau de considérables différences de situation que même des "eau ducs" n'effaceraient pas.

Il y a aussi les différences économiques et celles aussi de niveau de vie.

Les conditions actuelles du développement et les considérables décalages historiques s'ajoutent à cette déclinaison des diversités. Comment parler d'unité alors que les écarts sont considérables entre les économies, entre les niveaux de vie ? Nous en avons déjà parlé.

Ajoutons le poids de l'endettement particulièrement lourd (mesuré en fonction du niveau des exportations) pour l'Algérie surtout, mais aussi pour la Turquie, la Syrie, le Maroc, la Tunisie et l'Egypte.

Il y a surtout les différences culturelles.

Au plan culturel, un "homo méditerranéus" n'a pas encore pris la place des peuples qui composent la Méditerranée, même si Dominique Fernandez dans *Mer Méditerranée* le dit : "Les Siciliens furent grecs, carthaginois, romains, byzantins, arabes, normands, espagnols, napolitains, italiens. Mais siciliens, ils ne l'ont jamais été ou il y a si longtemps qu'ils ont cessé de l'être! Et c'est là tout leur drame de ne savoir pas qui ils sont, d'appartenir à trop d'époques et de races différentes". Qu'est-ce que la Méditerranée ? "Mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages, non pas une mer mais une succession de mers ... La Méditerranée carrefour, la Méditerranée hétéroclite se présente comme une image cohérente comme un système où tout se mélange et se recompose en une unité originale ... Ce n'est pas seulement l'homme qui a tout lié ensemble obstinement ; ce sont à la fois les grâces de la nature ou ses malédictions. (Fernand Braudel).

Mais, être méditerranéen, c'est aussi apprendre à reconnaître l'"unité originale", l'identité méditerranéenne et la "méditerranéité" à travers les différences. Et a-t-on même le droit de les regrouper comme le faisait Louis Massignon : "la mer Méditerranée est comme un instrument à neuf cordes, l'Espagne, la France, l'Italie, les Balkans gréco-slaves, la Turquie, la Syro-palestine, l'Égypte, la Libye et le Maghreb". La mer intériorisante est, en tout cas, aujourd'hui insuffisante pour une quelconque recherche d'identité.

Les diversités, une fois reconnues -et c'est fondamental pour le développement durable- il faut aussi mesurer l'unité méditerranéenne.

"Pendant un millénaire, nous avons ici une constellation de sociétés reliées entre elles par des liens organiques, culturels et idéologiques, et des échanges technologiques suffisamment denses pour qu'on soit autorisé à parler d'un système". Samir Amin et Fayçal Yachir "La Méditerranée dans le monde".

Plus on reconnaîtra les diversités méditerranéennes, mieux on pourra découvrir ce qui fait aussi leur parenté. La "méditerranéité" n'est pas un a priori ; elle découle de la découverte de ses pluriels. "Il faudra autour de cette Méditerranée que nos cultures s'ouvrent largement l'une à l'autre". (Charles de Gaulle 1965).

Cette solidarité n'est pas spontanée et il convient d'en réapprendre les vertus. Au temps où l'on discerne les risques de la fracture Nord-Sud, la Méditerranée est un champ bien intéressant pour pratiquer un Nord-Sud entre voisins, un Nord-Sud de voisinage.

Pour ce qui nous concerne ici -le développement durable- cette solidarité ne se traduit pas par la pratique d'actes de charité ou par la vertu des transferts de technologie ou de savoir faire, mais par la pratique d'un "codéveloppement" qui implique, on l'a dit, la création, par exemple, dans les pays du Sud, d'entreprises portantes et de partenaires bénéficiant des apports des deux rives et par la création de réseaux culturels (22) ou professionnels du type, par exemple, de l'Institut Méditerranéen de l'eau, de Medwet, de Medcités ou de Sylva mediterranea, pour ne prendre que quelques exemples. La création de réseaux est certainement dans la région ce que l'on peut faire de plus utile pour récréer l'humus qui lui fait défaut..

Ces réseaux ne peuvent qu'être ouverts sur le monde : il ne serait ni possible, ni souhaitable d'enfermer la Méditerranée dans une autarcie qui tournerait le dos à la tradition méditerranéenne et à la vertu du développement durable.

Appartenir simultanément et, en temps réel, à plusieurs mondes. L'identité méditerranéenne - c'est un point fondamental de l'expérience des vingt dernières années- ne peut prendre son essor qu'avec la reconnaissance d'un monde à "multiappartenances" ; (on peut être à la fois européen et méditerranéen, arabe et méditerranéen, africain et méditerranéen, etc...).

Il est donc nécessaire de cultiver, en même temps, la découverte et la reconnaissance de ce qui fait la connivence, l'identité méditerranéenne. Elle existe, c'est un fait que l'on perçoit, par exemple, lorsque deux méditerranéens se rencontrent dans des conférences mondiales; mais il faut la décliner au pluriel dans et hors Méditerranée, en l'inscrivant, notamment, dans l'imbrication des espaces géographiques et culturels contrastés qui sont de plus en plus les nôtres dans un monde qui n'est plus fait "l'ailleurs" mais de notre "village planétaire".

Rappelons-nous ; l'aubergine "méditerranéenne" vient d'Inde, l'eucalyptus d'Australie, le cyprès de Perse, la tomate du Pérou, le piment de Guyane, le maïs du Mexique, les citrons, les mandarines et le riz d'Extrême-Orient, le pêcher de Chine... (Lucien Febvre).

C'est un peu cela la vertu de la Méditerranée, comme l'est aussi, ce qu'ont apporté à d'autres continents de nombreux peuples qui ont quitté leurs racines méditerranéennes ; les Grecs, les Libanais, les Israéliens, les Italiens, en particulier, le savent bien.

Il ne faut, en aucun cas, avoir la tentation, au nom du patrimoine commun, d'enfermer la Méditerranée dans une quelconque autarcie. Et

encore moins de se servir de ce bien commun qu'est la mer pour jouer une quelconque "communauté réduite à la mer". Mais il faut parfois parler d'un même langage.

Le salut de la Méditerranée ne pourra pas se fonder sur la seule quête d'une identité entre riverains. Le rapport avec les autres, avec l'Europe est fondamental, l'espace économique euroméditerranéen devient une réalité ; évitons, au plan culturel, de trop parler d'euroméditerranée.

Ceci est dit à l'heure où cette région du monde a plusieurs avenir possibles: être une zone de fracture avec un nouveau mur, comme celui de Berlin, entre l'Europe, l'Afrique et l'Orient, être un vide entre l'Europe et le Proche-Orient. Ou bien jouer son rôle, un rôle d'ouverture, celui dont Paul Valery disait qu'il est celui d'un "fabrique à civilisation". C'est cela la "méditerranée réinventée" (15).

La vertu des actions conduites en Méditerranée depuis vingt ans, dans le cadre du PAM (17) en particulier, peut s'apprécier, comme on vient de le faire, dans le cadre de cette région du monde : elle peut aussi se mesurer dans le contexte mondial. Et à cette aune-là, la coopération intraméditerranéenne, parce qu'elle relie l'environnement et le développement, parce qu'elle prend sa racine dans la contribution volontaire des Etats et dans un début de rapprochement, en réseaux, de partenaires, de sociétés civiles, doit être considérée comme un exemple intéressant, parfois même pilote pour notre planète. Elle est l'expression d'une approche "écorégionale" à laquelle d'autres écorégions du monde sont attentives : c'est le cas, par exemple, de l'écorégion Caraïbe ; ce pourrait l'être pour l'écorégion Sahara et Sahel.

Dans le monde qui se planétarise, la Méditerranée pourrait être, sur le thème de l'environnement, puis sur celui du développement durable, et bien au-delà, un exemple très riche de coopération régionale.

-----

(15) Fondation Seydoux : "la Méditerranée réinventée" (Coordination P. Balta. Ed. La Découverte 1992) où il est fait un appel aux actions concrètes. Ouvert par E. Pisani, cet ouvrage termine sur un plaidoyer pour une civilisation qui éviterait la nordaméricaine pour tous ; est produite, ici encore, une citation inédite de Charles de Gaulle, rapportée par Olivier Guichard.

(17) Plan d'Action pour la Méditerranée.